REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie
Office cantonal de l'inspection et des relations du travail
Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir

Formulaire A-1 – Changement de catégorie, transformation, agrandissement d'un établissement public

Demande d'autorisation d'exploiter un établissement public – Modifier l'établissement

ANNEXES À JOINDRE AU FORMULAIRE A-1

»» Avant de remplir ce formulaire dès la page 3, s'assurer d'avoir la liste complète des pièces justificatives ci-dessous à annexer au formulaire A-1.

Pièces relatives au représentant de l'entreprise (propriétaire du fonds de commerce)

No	Pièce	Détail	Remarque
1	**Extrait du registre du commerce**	Extrait attestant que l'exploitant dispose d'un pouvoir de signature (individuelle ou collective)	S'aider de ce QR code ou cliquer ici
2	**Extrait du registre foncier**	Extrait de propriété des locaux si l'entreprise est également propriétaire des locaux	S'aider de ce QR code ou cliquer ici
3	**Contrat de bail**	Le document doit mentionner la destination des locaux et la société	S'il existe un nouveau contrat de bail
4	**Contrat de sous-location et attestation du bailleur**	L'attestation est une autorisation de sous-location par le bailleur	S'il existe un nouveau contrat de sous-location
5	**Contrat de transfert de bail**	Le document doit mentionner la société	S'il existe un nouveau contrat de transfert de bail
6	**Contrat de mise en gérance et attestation du bailleur**	L'attestation est une autorisation de mise en gérance par le bailleur	S'il existe un nouveau contrat de mise en gérance
7	**Procuration**	Procuration datée et signée autorisant le requérant à déposer la demande	Si la demande est déposée par un avocat, une fiduciaire ou toute autre personne mandatée

Pièces relatives à l'établissement (local de l'activité)

No	Pièce	Détail	Remarque
8	**Deux exemplaires des plans de l'établissement précis, côtés, datés et signés par l'exploitant**	Les plans doivent comprendre les étages accessibles au public, l'indication de l'affectation des différentes pièces ou parties des locaux, et mentionner toutes les installations fixes : cuisines, sanitaires, vestiaires, halls d'entrée, comptoirs, escaliers, etc.	La surface dédiée à la consommation sur place doit être entourée avec un marqueur de couleur et mentionner la surface en M^2
9	**Permis d'occuper ou autorisation de mise en service**	**Pour les établissements ouverts à un large public** (dès 100 personnes / dès 30 lits), il est délivré par le service de la police du feu	S'aider de ce QR code ou cliquer ici
	Document nécessaire s'il s'agit d'un bâtiment neuf, ou d'un premier établissement public soumis à la LRDBHD qui est exploité dans les locaux, ou si les locaux ont fait l'objet de transformation impliquant des changements structurels		
10	**Attestation globale de conformité**	**Pour les établissements non ouverts à un large public** (moins de 100 personnes / moins de 30 lits). Elle est établie par un mandataire professionnellement qualifié	S'aider de ce QR code ou cliquer ici
11	**Tout document permettant d'établir qu'un limiteur-enregistreur de sons a été installé**	**Pour les établissements de catégorie dancing ou cabaret-dancing**	
12	**Tout document permettant d'établir la capacité d'hébergement de l'établissement**	**Pour les établissements de catégorie hôtel ou autre établissement voué à l'hébergement**	Le document doit mentionner le nombre de chambres
13	**Formulaire R**	**Pour les établissements dont l'accès est restreint à une clientèle déterminée**	S'aider de ce QR code ou cliquer ici

FORMULAIRE A-1

Remplir tous les champs du formulaire

- Ce formulaire est destiné au propriétaire/exploitant d'établissement public qui dispose d'une autorisation d'exploiter valable et qui souhaite uniquement changer de catégorie et/ou transformer et/ou agrandir l'établissement.
- Le propriétaire et l'exploitant doivent rester les mêmes.
- Si le propriétaire et l'exploitant changent, remplir le formulaire A.

Type de demande :

Numéro de l'autorisation à modifier : .....

La présente requête concerne (plusieurs coches possibles) :

☐ **Modification de catégorie**

☐ **Modification de la surface d'exploitation/nombre de chambres**

1. REQUÉRANT (personne demandant l'autorisation*)

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Complément d'adresse : .....

Localité : ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....

*Cette personne peut être l'exploitant lui-même, un avocat avec procuration, une fiduciaire avec procuration ou toute autre personne avec procuration.

2. ÉTABLISSEMENT (local de l'activité)

Enseigne/nom de l'établissement : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Complément d'adresse : .....

Localité : ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....

Site internet : https://.....

3. ENTREPRISE (propriétaire du fonds de commerce)

3.1 Numéro IDE : CHE - _ _ _. _ _ _. _ _ _ (figure sur l'extrait du registre du commerce)

Raison sociale : .....

Rue : ..... Numéro : .....

Complément d'adresse : .....

Localité : ..... NPA : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone : ..... E-mail : .....

3.2 Représentant 1 de l'entreprise

S'agit-il de la même personne que le requérant ? ☐ OUI ☐ NON

»» En cas de réponse « OUI » à la question ci-dessus, poursuivre au point 3.3

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : .....

3.3 Représentant 2 de l'entreprise

»» À remplir en cas de pouvoir de signature collectif (comme inscrit au registre du commerce)

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : .....

3.4 L'entreprise a plus de 2 représentants ?

Sur une page annexe à joindre au présent formulaire, rédiger les coordonnées de chacun des autres représentants ayant un pouvoir de signature collectif.

3.5 Si l'entreprise (propriétaire de fonds) n'est pas propriétaire des locaux :

- Existe-t-il un nouveau contrat de bail ou un transfert de bail ? ☐ OUI ☐ NON
- Existe-t-il un nouveau contrat de sous-location du local ? ☐ OUI ☐ NON
- Existe-t-il un nouveau contrat de mise en gérance du local ? ☐ OUI ☐ NON

4. CATÉGORIE DE L'ÉTABLISSEMENT (art. 3 et 5 LRDBHD)

4.1 ⋙ Si la demande concerne un changement de catégorie, saisir la nouvelle catégorie

⋙ Si la demande ne concerne pas un changement de catégorie, poursuivre au point 4.2

⋙ Cocher une seule case.

- ☐ CAFÉ-RESTAURANT
- ☐ BAR
- ☐ DANCING
- ☐ CABARET-DANCING
- ☐ BUVETTE PERMANENTE
- ☐ BUVETTE ASSOCIATIVE
- ☐ BUVETTE PERMANENTE DE SERVICE RESTREINT
- ☐ HÔTEL
- ☐ AUTRE ÉTABLISSEMENT VOUÉ À L'HÉBERGEMENT

4.2 Un service de restauration est-il prévu dans l'établissement ? ☐ OUI ☐ NON

Est-il prévu de faire de la cuisine sur place ? ☐ OUI ☐ NON

Nombre de couverts servis par jour : ☐ moins de 250 ☐ 250 ou plus*

* L'établissement devra fournir dans ce cas au SCAV un concept d'auto-contrôle.

4.3 Pour les dancings ou cabarets-dancings uniquement :

Quel est l'âge d'admission dans l'établissement **?** ☐ 16 ☐ 18

4.4 Pour les hôtels et autres établissements voués à l'hébergement uniquement :

Capacité d'hébergement (nombre de chambres) : .....

Le service de restauration et/ou de boissons est-il réservé aux seuls hôtes** ? ☐ OUI ☐ NON

** Lorsque le service de restauration et/ou de boissons n'est pas réservé aux seuls hôtes, l'établissement doit disposer, en plus de l'autorisation d'exploiter un établissement voué à l'hébergement, d'une autorisation d'exploiter un établissement voué à la restauration et/ou au débit de boissons (catégories : café-restaurant, bar, buvette permanente ou buvette permanente de service restreint). Cette autorisation doit être demandée à la PCTN au moyen du formulaire A.

4.5 Capacité d'accueil de l'établissement voué au débit de boissons et/ou à la restauration :

☐ moins de 100 personnes ☐ 100 personnes ou plus

4.6 Si le changement concerne la superficie d'exploitation (surface utile) destinée au service à la clientèle, préciser la surface d'exploitation :

⋙ Si la superficie d'exploitation n'est pas modifiée, poursuivre au point 4.7

Superficie d'exploitation après transformation/travaux : ..... m²

4.7 Le local dont l'adresse est indiquée au point 2 de ce formulaire abrite-t-il pour la 1re fois un établissement public de la catégorie indiquée au point 4 ? ☐ OUI ☐ NON

4.8 Des travaux/changement d'affectation soumis à autorisation de l'office des autorisations de construire (OAC) ont-ils été réalisés dans le local ? ☐ OUI ☐ NON

REMARQUES IMPORTANTES

- Les requêtes et remarques du présent formulaire **dépendent de la loi** sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD).

- Aucun établissement ne peut être exploité **sans autorisation préalable**.

- Si le formulaire présente des **lacunes importantes et/ou que** des **annexes manquent**, l'ensemble du **dossier est retourné à l'expéditeur sans être traité**.

- La direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (PCTN) peut exiger la production de **tout document ou toute pièce complémentaire** lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation demandée sont remplies.

- Une **réponse** concernant la demande d'autorisation est donnée par la direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (PCTN) **dans les 2 mois** suivant la réception du dossier complet.

- L'analyse de la demande est facturée à hauteur **d'un émolument de 280 CHF.** La facture est adressée par la PCTN dès réception du dossier. En cas de non-paiement de l'émolument, l'autorisation d'exploiter ne peut être délivrée. En cas de rejet de la demande par la PCTN ou de retrait de celle-ci par le requérant, l'émolument n'est pas remboursé.

SIGNATURES MANUSCRITES

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Les soussignés attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité. Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

Exploitant de l'établissement

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Représentant(s) de l'entreprise*

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

Nom et prénom : ..... Signature manuscrite : .....

*En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.

Envoyer ce formulaire avec toutes les pièces justificatives requises **par la poste** ou déposer tous les documents dans la **boîte aux lettres de la PCTN.**

Par la poste	**Dans la boîte aux lettres**
	
Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir Secteur autorisations Case postale 1213 Petit-Lancy 1	**Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir** Rue de Bandol 1 1213 Onex

Contact

 pctn@etat.ge.ch

 www.ge.ch/c/aeep

 **022 388 39 39**
Lundi au vendredi
9h00 - 12h00
14h00 - 16h00

 **Guichets PCTN**
Mardi 9h00 - 11h00
Mercredi 12h00 - 14h00
Jeudi 14h00 - 16h00